



## **LE REGIME ALLEMAND DE CROISSANCE TIREE PAR L'EXPORTATION : VERS UNE REMISE EN CAUSE DURABLE ?**

Rémi Lallement\*

L'actuelle crise économique et financière, qui affecte particulièrement les pays les plus dépendants du commerce mondial, semble ébranler certains fondements du régime allemand de croissance tirée par l'exportation. Ne s'agit-il que de difficultés transitoires ou bien ce régime est-il désormais caduc ? En quoi la demande intérieure est-elle appelée à prendre le relais, à terme, comme moteur de la croissance allemande ? Une mise en perspective permet de faire la part des choses à ce sujet et de dissiper certaines illusions sur les possibilités d'un changement rapide.

### **UNE DEPENDANCE A L'EXPORTATION PLUS QUE JAMAIS SUR LA SELLETTE**

Ces dernières années, le régime de croissance à l'œuvre en Allemagne s'est fondé très largement sur les exportations et, plus largement, sur le commerce mondial. Le commerce extérieur a ainsi contribué à l'essentiel de la croissance du produit intérieur brut (PIB), de 2000 à 2007. L'Allemagne s'est propulsée au rang de premier exportateur mondial de

marchandises de 2003 à 2008, même si elle ne figure qu'au troisième rang pour les exportations de services. Sa balance des paiements courants est excédentaire sans discontinuer depuis 2001 – avec un excédent culminant à 8 % du PIB en 2007 –, alors que celles de la France, du Royaume-Uni et de l'Italie sont devenues chroniquement déficitaires. Plus encore, l'Allemagne constitue, depuis une vingtaine d'années, le seul grand pays industriel dont la part du marché mondial à l'exportation s'est globalement maintenue, malgré la concurrence croissante des pays émergents. Entre le milieu des années 1990 et 2008, la valeur des exportations rapportée au PIB a quasiment doublé en Allemagne, alors que le taux correspondant a globalement stagné en France et en Italie et baissé au Royaume-Uni. Assez récente pour l'Allemagne, cette évolution peut sembler fragile et facilement réversible.

De fait, depuis le déclenchement de la crise, le brusque recul du commerce mondial a frappé l'économie allemande plus violemment que la plupart des pays comparables, au point qu'en 2009, le PIB allemand devrait connaître un recul historique, d'environ 5 % en termes réels. Sachant qu'en 2008, 71 % des exportations allemandes ont été absorbées par les autres pays de l'UE et par les Etats-Unis, l'Allemagne est actuellement très touchée par le recul de la demande en provenance de ces pays, dont la plupart s'efforcent de réduire le déficit de leurs comptes courants. Si cette évolution se confirmait, l'Allemagne se trouverait privée d'un des principaux moteurs de sa croissance économique.

A long terme, le vieillissement de la population en Allemagne devrait induire une réorientation partielle de l'industrie vers les services de proximité et, *ipso facto*, rendre le pays moins vulnérable à l'égard des fluctuations de la demande mondiale.

Depuis le premier semestre 2009, la Chine a ravi à l'Allemagne son titre de premier exportateur mondial de marchandises. On peut y voir le symptôme d'un changement d'époque. Le président de la banque centrale allemande, Axel Weber, a ainsi déclaré récemment craindre que le rythme de croissance de l'Allemagne soit moindre au cours de la

décennie à venir que dans le passé récent si, indépendamment des conséquences de la crise elle-même, les pays du Sud parvenaient à produire eux-mêmes les biens d'équipement dont ils ont besoin pour se développer. Une telle évolution se ferait au détriment de la base exportatrice allemande étant donné que près de la moitié des exportations allemandes est constituée de biens d'équipement.

Au total et sachant que de surcroît, les ménages allemands, inquiets de la crise financière et de la montée du chômage, risquent de continuer d'augmenter leur taux d'épargne, les perspectives de croissance pourraient être durablement déprimées sur le sol allemand. Divers experts, notamment en France et au Royaume-Uni, en concluent qu'il serait bon tant pour l'UE dans son ensemble que pour l'Allemagne elle-même que cette dernière mise à l'avenir moins sur l'exportation et davantage sur le dynamisme de sa demande intérieure ; ce faisant, elle pratiquerait une politique plus coopérative, au bénéfice de l'intégration européenne et moins au détriment des pays partenaires, supposés pâtir de la forte concurrence allemande.

#### **UN REGIME APPELE A N'EVOLUER QUE PROGRESSIVEMENT ET PARTIELLEMENT**

Le fait est que la politique économique menée ces dernières années outre-Rhin, très axée sur des considérations de compétitivité internationale des entreprises et d'attractivité du territoire (problématique du *Standort Deutschland*), a conduit à comprimer fortement la demande intérieure depuis la fin des années 1990. Cette politique a visé à corriger certains problèmes apparus dans le contexte de l'après-unification, dont une forte progression des coûts unitaires de main-d'œuvre dans la première moitié des années 1990 et une balance des paiements courants devenue déficitaire de 1991 à l'an 2000. Depuis une dizaine d'années, l'économie allemande a péniblement – au prix d'une stagnation du pouvoir d'achat – reconquis en Europe comme sur le reste des marchés mondiaux le terrain qu'elle avait dû

céder dans les années 1990-1992, pour satisfaire alors la soudaine frénésie d'achats de la population est-allemande. Dès lors que le chômage structurel apparu au cours des années 1990 a été le plus souvent attribué aux augmentations salariales accordées à l'époque, la modération salariale qui a suivi et les stratégies de restructuration menées par les entreprises (y compris *via* la délocalisation de certaines activités à l'étranger) ont, depuis lors, permis de restaurer la compétitivité-prix des entreprises allemandes. Dans cette perspective, la plupart des décideurs publics en Allemagne estiment qu'une stimulation de la demande intérieure – soit par une politique de dépenses publiques, soit par un partage de la valeur ajoutée plus en faveur des salaires – serait globalement défavorable au « site-Allemagne » et, *ipso facto*, nuirait à long terme à l'emploi en Allemagne.

Au-delà de la politique conjoncturelle, l'enjeu porte au fond sur le type de spécialisation de l'économie allemande. Or, il n'y a à priori aucune fatalité à ce que l'économie allemande perde pied sur les marchés mondiaux. L'Allemagne, leader mondial essentiellement dans le domaine des biens d'équipement, a tout intérêt à cultiver les atouts qui lui ont permis d'asseoir la réputation de ses produits de qualité, principalement de haut de gamme et à fort contenu en innovation. Le fait est que la forte compétitivité des produits allemands ne vaut pas qu'en Europe. Entre 2000 et 2008, les excédents commerciaux allemands ont globalement progressé non seulement vis-à-vis des autres pays de l'actuelle UE mais aussi – mise à part la Chine – vis-à-vis de l'ensemble des pays tiers. Depuis l'été 2009, du reste, les exportations allemandes ont repris à destination tant de l'Asie que de l'Europe occidentale et des Etats-Unis. La fédération allemande des exportateurs (BGA) prévoit que la forte baisse récente des exportations allemandes (d'environ 18 % sur l'ensemble de 2009) sera suivie d'une hausse de 5 à 10 % en 2010. A en croire l'OCDE, l'Allemagne devrait conserver un excédent prononcé de sa balance des paiements courants en 2009 comme en 2010.

En somme, il y a fort à parier que l'économie allemande ne se réoriente à terme que partiellement et progressivement vers les biens de consommation, les services et les pays émergents extra-européens. Ce faisant, elle devrait continuer de bien tirer son jeu de la mondialisation, même (et surtout) si une part croissante de ses exportations incorpore des consommations intermédiaires importées, notamment en provenance des sites de production à bas coût d'Europe centrale et orientale (cf. le débat allemand sur l'« économie de bazar »<sup>1</sup>).

En conséquence, si l'Allemagne fait bien partie des pays les plus touchés par la crise en 2009, les données sur la situation financière et compétitive des entreprises allemandes et les prévisions disponibles donnent à penser, qu'à terme, l'Allemagne saura profiter du retour de la croissance, principalement pour des raisons structurelles qui font que les produits allemands sont bien adaptés qualitativement à la demande mondiale. A cet égard, la maîtrise des coûts de production et de la pression fiscale joue assurément un rôle important, mais les performances allemandes à l'exportation tiennent également à des ressorts plus profonds, ancrés dans un mode d'organisation socio-économique (le fameux « modèle ») que l'unification allemande a mis à rude épreuve mais n'a nullement affaibli.

**\*Rémi Lallement est chargé de mission au Département des affaires économiques et financières du Centre d'analyse stratégique. Il a travaillé antérieurement au Commissariat général du Plan, à l'Institut für Wirtschaftsforschung Halle (IWH) et au Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne Contemporaine (CIRAC).**

---

<sup>1</sup> Cf. Hans-Werner Sinn: *Die Bazar-Oekonomie. Deutschland: Exportweltmeister oder Schlusslicht?*, Berlin: Ullstein, 2005